



ENGAGE-ES POUR DE MEILLEURES RETRAITES : d'autres choix sont possibles

Financement des retraites et PIB ?

Lors des réformes précédentes, la baisse des pensions était présentée comme le seul moyen pour équilibrer les comptes et pour plafonner la part des dépenses de retraites dans le PIB à 14%. C'était l'argument premier mis en avant pour justifier le projet de réforme de retraites par point en 2019.

Or si ce taux a bien augmenté en 2020 (Crise covid), dès cette année les dépenses devraient baisser à 13,7% et d'ici 2070 elles varieraient de 11,3 à 13 % du PIB (rapport du COR de juin).

L'argument ne tient pas !

De plus il est essentiel de rappeler qu'entre 1960 et 2020, l'augmentation de la part du PIB consacrée aux retraites est passée de 5 à 14% et a permis de réduire la pauvreté des retraité-es sans dégrader le niveau de vie des actives et actifs, bien au contraire ! Il est donc possible d'augmenter la part du PIB consacrée aux retraites.

Les régimes de retraite en déficit ?

Par ailleurs les projections des différents rapports dont ceux du COR estiment le déficit des retraites à une dizaine de milliards d'euro d'ici 2030 c'est pourquoi le gouvernement estime qu'il faut anticiper prévoir et agir dès 2025. Mais en réalité ces déficits peuvent être largement compensés par une augmentation des ressources.

Pour rappel en 2021 il y avait 900 millions d'euros d'excédent et en 2022 un surplus de 3,2 milliards est attendu.

A l'horizon 2040, le COR estime qu'il suffirait d'augmenter de 0.15% les cotisations pour équilibrer le système. Ceci représenterait une augmentation de 2 euros par moi des cotisations pour les salariés et 2, 50 euros pour l'employeur.

Un objectif prioritaire, la diminution des dépenses publiques !

Il semble évident que tous les arguments sont bons pour le gouvernement car en fait, il s'agit avant tout d'aller plus loin encore pour diminuer les dépenses publiques : but ultime des politiques néolibérales sous couvert de déficits entretenus et présentés comme inéluctables ouvrant ainsi un nouveau marché aux compagnies d'assurances privées.

Le déficit avancé du système de retraite est dû avant tout au refus obstiné, depuis des années, d'en accroître les ressources. La véritable question qui devrait être posée est celle de la répartition des richesses (des revenus entre travail et capital) et du travail dans notre pays.

Financer les retraites est avant tout un choix de société qui passe par l'augmentation des ressources

Augmenter les ressources et donc les cotisations ce qui suppose :

- Une augmentation générale des salaires
- L'égalité salariale entre femmes et hommes
- Une réduction massive du chômage

Augmenter les ressources parallèlement en :

- Abandonnant les exonérations et les diminutions de cotisations « dites patronales » qui n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité sur l'emploi
- Taxant les hyper-revenus et en luttant contre l'évasion fiscale